Zeitschrift: Domaine public
Herausgeber: Domaine public
Band: 35 (1998)
Heft: 1367

Rubrik: Impressum

Nutzungsbedingungen
Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

Conditions d'utilisation
L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

Terms of use
The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

Download PDF: 05.07.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

Vers un rééquilibrage... politique

Après le vote vaudois de dimanche dernier, les politiques sont renvoyés à leurs responsabilités et vont devoir assumer leur mandat.

À GAUCHE COMME À DROITE, rares étaient les personnes qui osèrent parier leur chemise sur les résultats de la votation vaudoise de ce week-end. Car si Charles Favre a montré une détermination proche de l'entêtement, les radicaux ont fait preuve d'un silence assourdissant qui cachait mal leurs doutes sur le mécanisme proposé par le Conseil d'État, et particulièrement sur l'objectif du déficit zéro en 2001. Les radicaux ont manqué de conviction; ce sont leurs hésitations plus qu'une mobilisation massive de l'électorat de gauche et des fonctionnaires qui ont permis de rejeter la proposition du Conseil d'État. Le centre-droite doit aujourd'hui s'interroger sur les raisons de cet échec. Le ticket radical au Conseil d'État était déséquilibré: la rigidité de Charles Favre tranchait avec la position de retrait de Jacqueline Maurer; le groupe parlementaire semblait impuissant à modérer les objectifs financiers de son conseiller d'État et les ambitions de la droite libérale.

Projet technocratique

Les Vaudois ont rejeté un projet technocratique, une mécanique qui sortait de la boîte à outils de l'ancien chef de service des Finances plutôt que du collège gouvernemental. Les Vaudois n'ont, de plus, pas été insensibles aux conséquences d'une série de mesures maladroites à haute portée symbolique telles que la non-ouverture de quatorze classes à la rentrée scolaire ou la réduction des subsides à l'assurance maladie. Enfin la grève des fonctionnaires pendant l'automne a montré des salariés en particulier les infirmières, frappés durement par sept ans d'économies.

Sur le front de l'opposition, les socialistes et les Verts sortent renforcés du bras de fer. Les premiers ont réussi un parcours sans faute: une rupture de collégialité de Francine Jeanprêtre sur le budget 1999 ainsi que sur le mécanisme de frein à l'endettement, un groupe de députés, relayé par le parti, refusant de cautionner une Table ronde par anticipation, des syndics socialistes qui font la preuve par l'acte qu'une gestion publique à la fois rigoureuse et socialement généreuse est possible. Quant aux Verts, la figure présidentielle de Philippe Biéler leur offre une visibilité politique incontournable. Les députés Daniel Brélaz et Luc Recordon ont joué un rôle essentiel dans la campagne. Enfin ils récoltent une victoire supplémentaire puisqu'ils plaidaient pour le référendum financier obligatoire.

Résultat des courses, la droite est sans doute soulagée et la gauche responsabilisée. Le refus par le peuple du mécanisme de frein à l'endettement sonne le glas d'un gouvernement à l'arrogance et au comportement monocolore, galvanisé par la victoire de mars dernier. Il laisse place à des solutions qui auraient dû être envisagées dès le départ. La Table ronde en est une. Elle réunira partenaires sociaux et partis politiques qui renégocieront le rythme et la cible d'économies. Le parti socialiste et les Verts ont constamment affirmé dans la campagne qu'ils visaient, à terme, le petit équilibre. Ils seront donc au pied du mur. Redéfinir les tâches entre canton et communes, réduire les doublons administratifs, repenser le canton à l'échelle régionale; bref l'amélioration et la simplification de l'organisation de l'État pourraient être une démarche en amont permettant de faire une série d'économies évitant de toucher, aveuglément, aux prestations. *gs*

IMPRESSUM
Rédacteur responsable:
Jean-Daniel Delley (*jd*)
Rédaction:
Claude Pahud (*cp*), Géraldine Savary (*gs*)
Ont collaboré à ce numéro:
Jean-Pierre Bossy (*jpb*)
François Brutsch (*fb*)
André Gavillet (*ag*)
Jacques Guyaz (*jg*)
Yvette Jaggi (*yj*)
Roger Nordmann (*rn*)
Charles-F. Pochon (*cfp*)
Albert Tille (*at*)
Composition et maquette:
Françoise Gavillet, Claude Pahud, Géraldine Savary
Secrétariat: Murielle Gay-Crosier
Administrateur délégué: Luc Thévenoz
Impression:
Imprimerie des Arts et Métiers SA, Renens
Abonnement annuel: 85 francs
Étudiants, apprentis: 60 francs
Administration, rédaction:
Saint-Pierre 1, case postale 2612
1002 Lausanne
Téléphone: 021/312 69 10
Télécopie: 021/312 80 40
E-mail: domaine.public@span.ch
CCP: 10-15527-9